

Institut français des relations internationales

ifri

ramses

2017

Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies
Sous la direction de Thierry de Montbrial et Dominique David

Avec 7 vidéos

DUNOD

Publié par Dunod pour l'Institut français des relations internationales

►► Les migrations face au défi identitaire en Europe

Entre mémoire et identité : une crise européenne

Les Européens ont largement gommé la mémoire de leur histoire des migrations, au profit de débats sur des identités nationales mythifiées. Au-delà des nouveaux discours identitaires, de l'idée des cultures antagonistes et immobiles, c'est le projet européen lui-même qui se trouve mis en cause.

Dans la crise que traverse aujourd'hui l'Union européenne (UE), la question des réfugiés et, plus généralement, l'immigration semblent jouer un rôle central : thèmes phares du camp du *leave* qui a conduit au Brexit de juin 2016.

L'hostilité que suscite aujourd'hui la question migratoire trouve ses racines dans les usages politiques de notions comme l'« identité nationale » ou les « valeurs occidentales ». Ces discours ont une longue histoire, mais on peut s'interroger sur les raisons qui en font, aujourd'hui, l'un des principaux points de cristallisation du débat public en Europe.

On soulignera ici deux aspects : à la différence de sociétés d'immigration comme les États-Unis, l'Europe n'a pas construit une mémoire des migrations qui ont formé le continent ; les débats politiques sur l'immigration ont évolué, depuis 30 ans, en faisant non plus une question de droits et de devoirs mais une question qui touche à l'identité même des Européens.

►► Il n'y a pas de mémoire commune

Il y a en Europe un déficit de mémoire commune sur l'histoire européenne des migrations et de l'asile. Ce déficit mémoriel vient doubler la crise du projet européen lui-même. Autrement dit, ce que l'on appelle depuis l'été 2015 la crise des réfugiés doit être compris comme une crise de l'Europe et de son projet historique, plutôt que comme une crise migratoire.

► *Pas de travail européen sur la mémoire*

Le projet européen s'est historiquement construit autour de la protection des réfugiés. C'est en Europe qu'est né le régime mondial d'asile, avec la Convention de Genève de 1951, d'abord destinée à répondre au défi que représentaient, après-guerre, les millions de réfugiés européens. L'histoire de l'intégration européenne a ensuite à nouveau rencontré la question des réfugiés, au moment de la guerre froide, de l'accueil des *boat-people* et des réfugiés sud-américains dans les années 1970 ou, plus près de nous, lors des guerres de Yougoslavie. Malgré

cela, les Européens n'ont pas donné de place centrale à leur histoire de l'asile dans le récit fondateur de l'intégration européenne.

C'est sur ce déficit de mémoire commune aux Européens que la « crise » des réfugiés a laissé réapparaître des clivages, tout particulièrement entre Est et Ouest. Les pays les plus violemment opposés à la relocalisation des réfugiés proposée par la Commission européenne ont ainsi été les anciens pays du bloc soviétique : Pologne, Hongrie, Slovaquie, République tchèque.

► *Un discours anti-immigrés à l'Est*

La campagne des législatives de 2015 en Pologne a popularisé jusqu'à l'aberration un discours d'hostilité à l'égard des réfugiés, nourrissant des représentations sociales très négatives. Jaroslaw Kaczynski, leader du parti victorieux, évoquait ainsi sans ciller « le choléra qui sévit sur les îles grecques, la dysenterie à Vienne et toutes sortes de parasites [...] qui peuvent être dangereux pour les populations locales ».

En Hongrie, Viktor Orban a lui aussi capitalisé politiquement l'irruption de la question des réfugiés. Réélu en 2014, sa popularité avait ensuite connu une forte érosion. Dans la foulée des attentats de Paris de janvier 2015, il a réinvesti le thème des migrations, en assimilant à l'occasion d'une consultation nationale, immigration économique et terrorisme. Quelques semaines plus tard, c'est une campagne par affiches qu'initiait le gouvernement hongrois, utilisant des slogans tels que « Si vous venez en Hongrie, vous devez respecter notre culture ! » ou « Si vous venez en Hongrie, vous ne pouvez pas voler nos emplois ! ». Slogans qui semblaient s'adresser aux immigrants, mais étaient rédigés en hongrois et s'adressaient en fait directement à l'opinion publique.

Lorsque le transit des réfugiés par la Hongrie devint une réalité, au cours de l'été 2015, les thèmes hostiles aux migrants étaient prêts à être utilisés. Au lieu de raviver, par exemple, la mémoire de la révolution de 1956 qui, voici tout juste 60 ans, avait conduit des centaines de milliers de réfugiés hongrois à fuir leur pays vers l'Ouest, la question des réfugiés fut envisagée en termes très identitaires, un accent particulier étant mis sur la soi-disant incompatibilité entre l'islam et la culture et le mode de vie nationaux invoqués par Orban.

► *Panique morale, mémoire et état de droit*

À l'Ouest, nombreux sont les pays européens qui ont eu une histoire plus ou moins longue de migrations, également liée avec une histoire coloniale et post-coloniale en France, en Grande-Bretagne ou encore aux Pays-Bas.

Dans ces pays, la question migratoire a été construite comme un problème d'intégration des musulmans, au gré d'une forte politisation des questions identitaires. Face à la force des discours politiques assimilant multiculturalisme et crise de l'intégration, les mémoires d'un passé de l'asile et d'une longue histoire de l'immigration, ont peiné à être mobilisées publiquement.

C'est parfois au niveau local qu'une autre approche a pu être promue. Dans le contexte hollandais d'une surpolitisation de l'immigration et de l'islam dans le débat national, une ville comme Amsterdam a, par exemple, mis en avant sa tradition de tolérance et d'accueil, même si cette tradition repose, elle aussi, sur des mythes politiques jetant le voile sur une part sombre du passé de la ville, notam-

ment pendant la Seconde Guerre mondiale. Paris offre un autre exemple, à partir d'une longue histoire d'accueil des réfugiés réinvestie dans le discours parisien. Cette mémoire permet de relier le passé à la situation présente et de justifier des politiques volontaristes d'accueil des réfugiés arrivés par la Grèce.

C'est aussi à une problématique mémorielle qu'on peut rattacher une partie du débat qui s'est développé autour de la décision de la chancelière allemande d'accueillir plus d'un million de réfugiés en 2015. Les travaux de Catherine Perron montrent l'importance qu'a eue dans ces débats le thème du *Flucht und Vertreibung* : la mémoire de l'expulsion d'environ 14 millions d'Allemands d'Europe centrale et orientale à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Ce lien de mémoire a connecté la situation actuelle à un passé où les Allemands avaient eux-mêmes été des victimes jetées sur les routes de l'exil. Malgré une opposition croissante à la décision d'Angela Merkel dans certains segments de l'opinion, le thème du *Flucht und Vertreibung* a constitué un point d'appui pour mobiliser une mémoire nationale en faveur de l'accueil des réfugiés, dans un pays qui s'était pourtant considéré pendant longtemps comme n'étant pas un pays d'immigration.

» De nouveaux discours identitaires

Aujourd'hui, le risque existe dans l'UE qu'au-delà de mémoires nationales très différentes, à l'Est et à l'Ouest, les franges les plus hostiles à l'accueil des réfugiés ne convergent autour du rejet de l'islam et des musulmans, et de rhétoriques incompatibles avec le projet européen, mêlant repli national et xénophobie.

► Un repli sur les identités nationales

Depuis plusieurs décennies, de nouveaux discours identitaires se sont fait jour dans les pays d'immigration européens, appuyés sur des succès électoraux de plus en plus nets des partis d'extrême droite.

Au lieu de faire des immigrés un simple objet d'exclusion raciste, ces nouveaux discours bâtissent un récit politique fondé sur l'impossibilité que les citoyens les plus récents ne deviennent de « vrais » membres des sociétés nationales d'immigration. Il s'agit, au-delà d'un simple racisme à l'encontre des immigrés et de leurs descendants, d'expliquer que c'est la « culture de souche » qui serait mise en danger par la diversité culturelle issue de l'immigration.

Sous cet angle, la culture est présentée comme la racine de tous les problèmes sociaux concernant les populations issues de l'immigration. Depuis la fin des années 1980 et le début des années 1990, leurs membres ne sont plus décrits comme des travailleurs ou des immigrés. Les débats médiatiques et politiques les désignent comme musulmans, les transformant ainsi en un groupe apparemment homogène, au-delà de nationalités et de réalités sociales très différentes. Ce qui explique pourquoi le thème de l'identité nationale est devenu central dans les nouveaux récits sur l'islam et les musulmans.

► Cultures, valeurs et émotions

On sait la place de ce thème dans les débats sur l'islam et la laïcité en France. Ailleurs, comme aux Pays-Bas, le débat s'est développé sur des lignes très simi-

lares, en dépit de deux traditions nationales française (républicanisme) et néerlandaise (multiculturalisme) apparemment aux antipodes l'une de l'autre.

Aux Pays-Bas aussi, la construction de mosquées, les appels à la prière, le port du voile, l'égalité de genres ou l'extrémisme politique se réclamant de l'islam ont pris une place centrale dans les débats. Le parti ouvertement islamophobe baptisé du nom de son leader Pim Fortuyn était arrivé deuxième aux élections de 2002. D'autres partis similaires ont ensuite connu des succès électoraux, dont le Parti de la liberté de Geert Wilders. Sous leur égide, la question de la citoyenneté et du vivre ensemble s'est transformée : moins qu'une question de droits et de devoirs politiques et sociaux, elle est devenue une question de valeurs et de normes.

De nouveaux récits très nostalgiques approchent la notion de culture comme quelque chose de fermé, d'immuable et d'éternel. Les différences culturelles apparaissent dès lors irréciliables, par essence. Dans cette perspective, un responsable du Parti socialiste hollandais déclarait par exemple en 2004 : « Si l'on n'est pas préparé à se conformer à nos valeurs et à obéir à nos lois, le conseil le plus pressant est : cherchez un pays où vous vous sentirez chez vous. »

Corollaire de ce discours, l'argument selon lequel les Néerlandais d'origine se sentiraient de moins en moins chez eux aux Pays-Bas. Ils seraient de plus en plus nombreux à ne pouvoir imaginer partager leur vivre-ensemble avec des concitoyens ayant des valeurs différentes. D'où l'importance qu'a prise la question des sexualités dans les débats sur l'identité nationale. La question de l'homosexualité a permis de développer une rhétorique qui oppose aux valeurs nationales de tolérance et de progressisme les valeurs supposées rétrogrades et conservatrices des communautés musulmanes – manière nouvelle de dessiner une frontière entre « eux » et « nous ».

La réalité d'une tradition de progressisme moral aux Pays-Bas antérieures aux années 1960 est discutable, mais cela n'affecte pas la rentabilité politique de l'argument, qui pèse aujourd'hui très lourdement dans les débats sur l'immigration. C'est une ligne que semble vouloir emprunter aujourd'hui Marine Le Pen en France. Le lien qui relie dans ces débats identité, sexualité, immigration, islam et nation est donc complexe. Ce lien structure les nouveaux discours identitaires, contre lesquels viennent buter les principes libéraux qui encadraient traditionnellement les idées de citoyenneté et d'intégration européennes.

C. B. et J. W. D.

POUR EN SAVOIR PLUS

C. Bertossi, *La Citoyenneté à la française. Valeurs et réalités*, Paris, CNRS Éditions, 2016.

C. Perron, « La mémoire des migrations en Allemagne », *Notes de l'Ifri*, Ifri, septembre 2016.

M. Sloopman et J. W. Duyvendak, « Feeling Dutch: the Culturalization and Emotionalization of Citizenship and the Second-Generation Belonging in the Netherlands », in N. Foner et P. Simon (éd.), *Fear, Anxiety, and National Identity*, New York, Russell Sage Foundation, 2015.